Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 555

Artikel: Pressions : quand un parlementaire vide sa boîte aux lettres
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022478

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PRESSIONS

Quand un parlementaire vide sa boîte aux lettres

On reproche souvent aux parlementaires de céder trop vite au charme simplificateur de la spécialisation, de ne pas se documenter assez largement, et de s'en tenir lâchement aux «informations» fournies par les «intéressés».

Dans la mesure où elles sont effectivement livrées spontanément, ces informations exercent une pression pas toujours très douce, offrant une «aide» à la décision plus ou moins fermement dirigée. Les groupes de pression en tous genres, au nombre desquels il faut aussi compter les services administratifs et les œuvres caritatives, se bousculent pour assister le législateur dans sa «difficile et importante mission», sollicitant quelques instants de son «temps spécialement précieux» pour lui fourguer un document «appréciable pour sa concision», etc. (traduction mise à part, tout est généralement fort au point).
Tous les canaux sont utilisés: envois périodiques, messages occasionnels, contacts directs (pendant les sessions). Pratiquement pas de cadeaux, sauf quelques repas — déontologie des «public-relations» oblige. Les «bonnes causes» ont une préférence marquée — et financièrement avantageuse — pour les expéditions-arrosages, sûres que leur rapport d'activité suffit à démontrer leur utilité. Moins confiantes en l'imprimé, les assurances privées par exemple envoient peu, et préfèrent recevoir, tandis que les caisses-maladie multiplient les interventions pour sauver leur subvention.

DES KILOS

Au total cependant, la boîte aux lettres des parlementaires fédéraux se remplit continuellement de documents non sollicités et non officiels, qui finissent par constituer une documentation d'un poids respectable, — en kilos tout au moins.
Il y a de tout dans ces plis: des magazines richement illustrés (Suisse touristique de l'ONST, «The Lamp» d'Exxon par exemple), des illustrés plus modestes (Sport Information, Tierschutz, etc.), des masses de brochures, des ouvrages même (spécialement dans le secteur «idéologies et religions»), des services de presse (SDES pour la finance, USS pour les syndicats, OFEL, etc.), des rapports annuels (d'entreprises ou d'organisations sans but lucratif), et surtout des quantités de polycopiés plus ou moins soignés.

Pour ces derniers mois, le prix de l'originalité dans la présentation revient incontestablement — cette campagne, DP avait déjà noté qu'elle avait marqué les parlementaires genevois — à l'Association suisse de l'Industrie gazière, qui a envoyé coup sur coup un bloc de grès (roche qui a permis la constitution de «cloches-réservoirs» d'où le gaz ne peut s'échapper naturellement), un agenda pour l'an 2000 (Pâques tombera le 23 avril en cette année où le gaz aura fourni la plus grande contribution à la substitution du pétrole), et un bloc de charbon (à gazéifier bien sûr, selon des techniques qui seront concurrentielles dès 1990 paraît-il).

ÉNERGIE, CHIMIE, PATRIE

La provenance des publications non sollicitées est bien sûr diverse. Côté économie, deux secteurs dominent nettement (en quantité s'entend): l'énergie et la chimie.
Outre l'industrie gazière déjà citée, les maisons d'importation de charbon y vont d'un service de presse bimensuel, et les compagnies pétrolières actives en Suisse diffusent activement, expliquant la modicité de leurs bénéfices à longueur de calculs; les sociétés d'électricité ne demeurent pas en reste (l'OFEL envoie son service de presse à tous les parlementaires qui ne le refusent pas en début de législature); quant aux promoteurs du nucléaire, ils expédient deux à trois fois par mois le «Flash nucléaire» présenté par l'ASPEA (l'Association suisse pour l'énergie atomique) comme un «raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire». Enfin, le Forum de l'énergie se manifeste aussi périodiquement avec son nouveau périodique intitulé «Nouvelles de l'énergie».
Quant à la chimie, elle fait connaître son point de vue soit par sa puissante organisation faîtière (SSIC), soit directement par les firmes. A ce niveau, toutes les politiques sont pratiquées: Sandoz envoie régulièrement sa «Gazette du personnel» (12-14 numéros par an), son riche Bulletin trimestriel, ses communiqués de presse, les discours de ses patrons et son rapport annuel; Hoffmann-La Roche se contente plus discrètement de livrer son rapport d'activité, tandis que Ciba-Geigy ne sert que ses actionnaires.

LA RETENUE DES BANQUES

Les banques étonnent par une certaine retenue: tandis que l'UBS poursuit sa politique d'omniprésence en répondant avec zèle à la moindre demande, le Crédit suisse et la SBS ne poussent pas. La BPS n'envoie pas même son rapport annuel. A part UBAH-Revue, l'horlogerie a confié à sa Chambre la mission d'informer les autorités fédérales et autres, par un «bulletin parlementaire non destiné à la publication».
Le sport et l'armée diffusent régulièrement, avec un effort tout particulier en période de discussions budgétaires. L'Union suisse pour la protection civile en fait autant, sans oublier d'expédier régulièrement sa revue mensuelle trilingue, agrémentée de très nombreuses annonces passées par les fournisseurs de casques jaunes et autres urinoirs à hautes performances. Peut-être faut-il mentionner ici le bulletin «Justice et vérité» du glorieux Major Troyon.

Question civisme, il faut citer la Fondation Dialogue, dont la revue tire à plus de 300 000 exemplaires dans les quatre langues nationales, et la Société suisse de culture civique, qui collabore avec la pré-

cédente et édite par ailleurs un beau mensuel («Der Staatsbürger», 50 000 exempl.), dont chaque livraison est consacrée à un thème d'actualité suisse.

DISCRÉTION DE LA CULTURE

Comme il fallait s'y attendre, la culture et même la science demeurent très discrètes dans le concert des pressions. Les deux grandes sociétés savantes non médicales (SSSH, SSSN) font tout juste parvenir leur rapport annuel, — comme Pro Helvetia, dont la loi de subventionnement vient d'être discutée. Et c'est à peu près tout, alors qu'avance la période de récolte des signatures pour «l'initiative culturelle». Davantage de variété en revanche du côté des organisations de bienfaisance, qui envoient périodiques (Journal suisse des Invalides, Forum Jeunesse, etc.) et rapports d'activité (Caritas, Eper, OSAR, Secours suisse d'hiver, Don de la Fête nationale, Pro Juventute, etc.).
En matière d'idéologie, les parlementaires ne sont pas non plus oubliés des officines. Les uns dénoncent l'athéisme des francs maçons et du parti socialiste (autrichien il est vrai), les autres s'expriment «au nom du Gouvernement mondial de l'âge de l'illumination», tandis que «Christian Solidarity International» combine la «solidarité avec les chrétiens persécutés» (surtout en URSS) avec les techniques éprouvées du «funds raising». Pour leur part, les chefs d'entreprise chrétiens payent de leur poche les abonnements à «Geschäftsmann und Christ» que leur association expédie aux parlementaires.
Deux régions alimentent également le courrier, soit le Moyen-Orient et l'Afrique australe. L'Association Suisse-Israël, l'Association chrétienne pour Israël et la Société suisse de l'Arava contrent les messages du Groupe d'études sur le Moyen-Orient, qui en est à son 82e Bulletin sur «la patrie occupée». Quant à l'Afrique du Sud, elle tente d'améliorer son image, tant par le Service d'information de son Ambassade à Berne qu'indirectement par le Club des amis de l'Afrique du Sud, qui se réfugie derrière une boîte postale à Hünibach. Inutile de prolonger ce recensement, sauf pour noter que les parlementaires fédéraux doivent passer pour nantis, à en juger d'après les voitures proposées: rien au-dessous de la SAAB ni des Peugeot haut-de-gamme!

Il convient encore de préciser qu'à tout ce qui précède, dont la liste est loin d'être exhaustive, s'ajoutent les documents officiels, toujours plus nombreux à l'heure où les administrations et les institutions semi-publiques se lancent à leur tour massivement dans les public-relations et l'imagerie de marque.

NEUTRALISATION

L'effet de tout cela? Difficile à estimer bien sûr, mais certainement pas à la mesure des investissements consentis par les «informateurs». C'est que souvent les messages se neutralisent les uns les autres. Que peuvent les concepteurs-rédacteurs-éditeurs les plus futés, quand le même courrier apporte la Revue de l'Association pour l'Ecole instrument de paix et «Notre armée de milice», ou le magazine Vita Sana et le Bulletin des Médecins suisses, ou encore l'une des nombreuses publications de protection de la nature ou des animaux et le service de presse des industries chimiques, tous engrais et additifs dehors?

En définitive, les groupes de pression connaissent le même drame que les publicitaires: ou bien le message ne sert qu'à neutraliser celui du contradicteur/concurrent, ou bien le message est reçu, mais par un destinataire conquis d'avance.

Quant au pourcentage de décisions ou d'attitudes modifiées à la suite de telles interventions, il demeure inconnu, — et sans doute très bas.

Tant pis, et surtout tant mieux. Enfin un gaspillage heureux.

Y. J.

REÇU ET LU

Enchaînés au petit écran

Toujours d'actualité, le débat qui lie l'enfant et le petit écran alimente une littérature abondante. Au fil des ans, les diagnostics se font du reste de moins en moins péremptoires, si les données, elles, se précisent tout de même. Cet été, deux publications entièrement axées sur ce thème. D'une part le cahier mensuel de Pro Juventute, dont l'un des principaux mérites est de réunir des contributions courtes sur un sujet qui suscite souvent des développements interminables («La jeunesse et les mass-média»). D'autre part un premier numéro de l'«Educateur», hebdomadaire de la Société pédagogique romande (Planches 22, 1820 Montreux), entame une approche systématique des problèmes posés et fournit des repères bibliographiques intéressants.
— Dans le dernier numéro (juillet-août) du «Forum du développement» (Nations Unies), notamment deux pages centrées sur la «mesure» du développement et du bonheur, résumé stimulant de la réflexion indispensable sur les «indicateurs» économiques et sociaux (en annexe de ce numéro, un supplément situant les enjeux de la conférence mondiale des Nations Unies sur la femme qui vient de se tenir à Copenhague).
— La controverse sur la télévision par satellite se complique; pratiquement semaine après semaine, de nouvelles prises de position ou déclarations d'intention; le dernier numéro du magazine du «Tages Anzeiger» fait le point (n° 32) de façon précise et concentrée.
— «Die rote Anneliese», le magazine critique (Kritisches Oberwallis) du Haut-Valais, publiait en juillet une bande dessinée pirate des aventures de Tintin au Valais (Tims Abenteuer im Wallis). A la même époque, le journal des locataires alémaniques «Mieter Zeitung» utilisait Asterix pour critiquer la situation faite aux locataires dans une commune des bords du lac de Zurich.